

Le financement des combustibles fossiles au Canada

Flux financiers et impacts sur le bilan

Gerard Rijk, Léa Pham Van, Ender Kaynar, Lennart van Loenen and Ward Warmerdam

27 juillet 2021

À propos

Ce rapport a été commandé par Greenpeace Canada.

Profundo

Grâce à des recherches et des conseils approfondis, Profundo vise à apporter une contribution pratique à un monde durable et à la justice sociale. La qualité prime, et les besoins de nos clients sont une priorité. Sur le plan thématique, nous nous concentrons sur les chaînes de produits de base, le secteur financier et la responsabilité sociale des entreprises. Vous trouverez de plus amples informations sur Profundo en visitant leur site web, soit www.profundo.nl.

Auteurs

Ce rapport a été recherché et rédigé par Gerard Rijk, Léa Pham Van, Ender Kaynar, Lennart van Loenen et Ward Warmerdam, avec la contribution d'Alaia Moreno et Mara Werkman.

Traduction de l'anglais au français par Elie Darling.

Photo de couverture de la première page par Chris LeBoutillier - Unsplash.

Remerciements

Les auteurs aimeraient remercier Alaia Moreno et Mara Werkman pour leurs contributions.

Avis de non-responsabilité

Profundo s'assure de prendre toutes les précautions possibles lors de la collecte des informations et de la rédaction des publications, mais ne peut garantir que ce rapport est totalement exhaustif. Profundo n'assume aucune responsabilité pour les erreurs dans les sources utilisées ou les changements survenus après la date de publication. Le rapport est fourni à titre d'information et ne doit pas être interprété en aucune manière comme une approbation, une représentation ou une garantie quelconque. Profundo n'acceptera aucune responsabilité pour les dommages résultant de l'utilisation de cette publication.

Préface de Greenpeace Canada

Le rôle du secteur financier dans la destruction du climat est de plus en plus sous les projecteurs politiques et les actions des banques canadiennes ont un impact mondial.

Voilà plus d'un siècle que les cinq grandes banques canadiennes facilitent et profitent du financement et de l'investissement dans l'extraction des ressources. Elles ont développé une expertise mondialement reconnue dans le financement du développement pétrolier et gazier, ce qui les place sur la liste des 25 banques mondiales qui soutiennent le plus les combustibles fossiles¹. Ce rapport détaille l'important soutien financier apporté par la Banque Royale du Canada (RBC), la Banque de Nouvelle-Écosse (Banque Scotia), la Banque canadienne impériale de commerce (CIBC), la Banque Toronto Dominion (TD) et la Banque de Montréal (BMO) à l'industrie globale des combustibles fossiles. Il fait aussi état d'un soutien semblable de la part du Mouvement Desjardins, qui joue un rôle économique important au Québec.

Greenpeace Canada a commandé cette recherche afin de quantifier le soutien financier que les banques canadiennes apportent aux entreprises de combustibles fossiles du monde entier et leurs investissements directs dans le secteur des combustibles fossiles. De plus, les méthodologies de quantification du risque climatique lié aux actifs échoués constituent un domaine nouveau et en évolution qui jouera un rôle fondamental dans la détermination de la future législation sur la divulgation des risques liés au climat et de son efficacité réelle. Ce rapport est donc aussi une contribution pour veiller à ce que toute nouvelle réglementation ait du mordant.

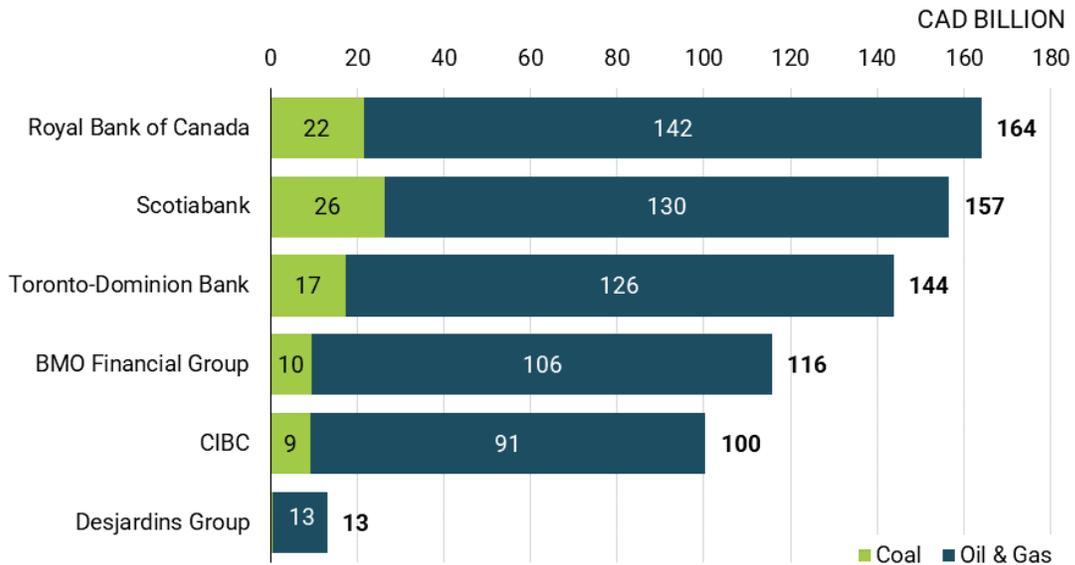
Voici quelques-unes des principales conclusions de cette recherche : **Les banques canadiennes financent la destruction du climat et minent les engagements climatiques internationaux en accordant 694 milliards de dollars canadiens en prêts et en services de souscription aux entreprises de combustibles fossiles :**

- Depuis la signature de l'Accord de Paris sur le climat en 2015, les six banques canadiennes de cette étude ont fourni plus de 694 milliards de dollars aux entreprises de combustibles fossiles sous forme de prêts (477 milliards de dollars) et de services de souscription (216 milliards de dollars). Sur cette même période, le gouvernement fédéral a investi 60 milliards de dollars dans l'action climatique et la croissance propre².
- RBC est le plus grand financier des combustibles fossiles, suivie de la Banque Scotia, de TD, de BMO, de CIBC, puis de Desjardins.
- La majeure partie de cette somme (609 milliards de dollars, soit 88 % du total) a été versée à des sociétés pétrolières et gazières. Les sociétés charbonnières ont reçu 84,8 milliards de dollars (12 % du total). Enbridge en a été la principale bénéficiaire, suivie de CNRL, de TransCanada et de Cenovus.

¹ Rainforest Action Network. *Banking on Climate Chaos 2021*. Disponible au : <https://www.ran.org/bankingonclimatechaos2021/> (anglais seulement)

² Gouvernement du Canada. *Document d'information : Budget de 2021 – Un environnement sain pour une économie saine* (le 19 avril 2021). Disponible au : <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/nouvelles/2021/04/budget-de-2021--un-environnement-sain-pour-une-economie-saine.html>

1. Classement des créanciers canadiens du secteur des combustibles fossiles (de janvier 2016 à décembre 2020)

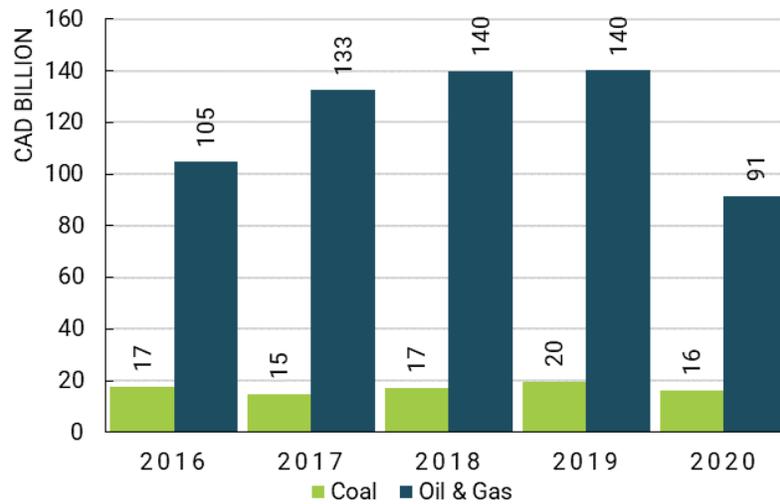


Source : Refinitiv (février 2021), émission d'obligations; Refinitiv (février 2021), émission d'actions; Refinitiv (février 2021), prêts IJGlobal (février 2021), recherche de transaction.

Le financement des combustibles fossiles a continué d'augmenter après la signature de l'Accord de Paris sur le climat, mais a connu une baisse en 2020 en raison de la pandémie.

- Le financement des combustibles fossiles par les banques canadiennes est passé de 122 milliards de dollars en 2016 à 160 milliards de dollars en 2019, et ce, avant de chuter de 30 % en 2020.
- Le financement des combustibles fossiles par le Mouvement Desjardins a culminé en 2017, alors que celui de TD et de RBC a culminé en 2018. Celui de BMO, de CIBC et de la Banque Scotia a culminé en 2019.

2. Tendances annuelles du crédit accordé à l'industrie canadienne des combustibles fossiles (de janvier 2016 à décembre 2020)

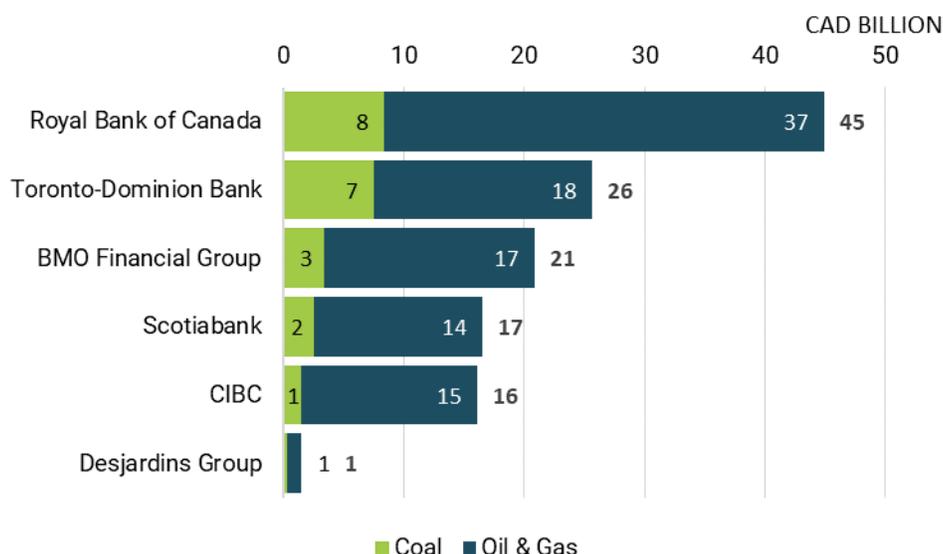


Source : Refinitiv (février 2021), émission d'obligations; Refinitiv (février 2021), émission d'actions; Refinitiv (février 2021), prêts IJGlobal (février 2021), recherche de transaction.

Ces banques détiennent également plus de cent milliards de dollars en actions dans des entreprises de combustibles fossiles, et leurs investissements sont en hausse.

- Les divisions d'investissement de ces banques canadiennes détiennent l'équivalent de 114 milliards de dollars en actions et 11,4 milliards de dollars en obligations dans des entreprises de combustibles fossiles.
- À l'exception de TD, l'exposition totale de ces banques aux actions dans des entreprises de combustibles fossiles est en hausse depuis décembre 2015 et l'était également en 2020. Quant à l'exposition de TD, elle est en baisse depuis 2017.

3. Investissements par banque et par catégorie de combustible fossile lors de la déclaration la plus récente au T4-2020



Source : Refinitiv (février 2021), participations : 31-12-2020, détention d'obligations : dernières déclarations

Les banques canadiennes sont plus exposées au risque climatique qu'elles ne le laissent croire aux investisseurs·euses.

- Cette analyse a révélé que les banques sont plus exposées aux pertes découlant d'une baisse de la valeur des entreprises de combustibles fossiles que ce qu'elles déclarent (130 points de base en moyenne dans cette analyse contre 57 points de base dans leurs publications)³.
- Les prêts impayés aux entreprises pétrolières et gazières représentent environ la moitié du capital-actions ordinaire de première catégorie (un indicateur clé de la stabilité financière) de BMO (54 %), de CIBC (49 %) et de la Banque Scotia (45 %). Les prêts pétroliers et gaziers sont également importants pour TD (35 %) et RBC (29 %), mais moins pour le Mouvement Desjardins (13 %).
- L'exposition au secteur des combustibles fossiles est encore plus importante, représentant environ 55 à 60 % du capital-actions ordinaire de première catégorie pour BMO, la Banque Scotia et CIBC; environ 40 % pour TD et RBC; et 17 % pour le Mouvement Desjardins.
- Sur la base de leurs portefeuilles de prêts et d'investissements spécifiques, les banques les plus à risque dans un scénario où le monde réussirait à limiter le réchauffement climatique à 1,5°C sont (dans l'ordre de l'impact sur leur ratio de capital-actions ordinaire de première catégorie) : BMO, CIBC, la Banque Scotia, TD et la RBC. Le Mouvement Desjardins est en dernière position, avec une exposition aux combustibles fossiles beaucoup plus faible que celle des cinq grandes banques canadiennes.

³ Le présent rapport propose une méthodologie d'évaluation de l'exposition aux risques climatiques qui, nous l'espérons, saura éclairer le débat en pleine évolution sur la déclaration obligatoire des risques climatiques au Canada. Nous attendons avec impatience la rétroaction du secteur concernant cette approche.

- Bien que les entreprises de combustibles fossiles soient des clientes importantes des banques canadiennes, cette relation n'est pas « trop importante pour faire faillite ». Présentement, les réserves de capital de toutes les banques sont environ deux fois supérieures à ce qui est exigé par les régulateurs, de sorte que même dans un scénario de 1,5°C, l'impact des défauts de remboursement des prêts par les entreprises de combustibles fossiles ne suffirait pas à lui seul à faire en sorte que les banques faillissent à ces exigences.
- Bien qu'elles soient probablement importantes, ce rapport ne tente pas d'évaluer les répercussions possibles, telles que l'impact sur les prêts hypothécaires dans les provinces productrices de pétrole si les grandes entreprises pétrolières et gazières font faillite en l'absence de politiques de transition juste.

Le gouvernement fédéral doit modifier les règles régissant les banques et le changement climatique

- Les données de cette recherche montrent que les banques canadiennes ont augmenté leur exposition aux combustibles fossiles, et ce, même si elles déclarent publiquement être préoccupées par les changements climatiques.
- Comme Greenpeace Canada l'a fait valoir dans sa présentation au Bureau du surintendant des institutions financières, la divulgation obligatoire des risques climatiques à l'aide de méthodologies transparentes est un outil important, mais toutefois insuffisant, pour placer notre système financier sur la voie de la durabilité. Le gouvernement fédéral doit remplacer l'approche de la supervision financière axée sur le marché et la gestion des risques, par une approche préventive et de définition du marché⁴.

Ces chiffres occultent toutefois une histoire complexe. Les données de ce rapport doivent être interprétées dans le contexte de l'histoire coloniale du Canada et de la mentalité extractiviste qu'elle a ancrée dans nos institutions et nos élites. L'un des nombreux héritages du colonialisme réside dans la manière dont l'économie canadienne a été définie par l'extraction des ressources, et ce, depuis l'époque de la traite des fourrures jusqu'aux booms du poisson, du bois, du blé et des mines. Cette histoire a également défini les paramètres de la relation entre les colons blancs et les peuples autochtones ayant habité ces terres, et envers lesquels nous avons un devoir de réconciliation.

Cette histoire se poursuit. Au cours des dernières décennies, la forme principale d'extraction des ressources a été le pétrole et le gaz, qui constituent actuellement la principale exportation du Canada. L'extraction de ce pétrole et de ce gaz est également la plus grande source de gaz à effet de serre à l'origine des changements climatiques, et celle qui augmente le plus rapidement. Ces activités ont été menées en violation des obligations découlant des traités et sans le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (CPLCC) des communautés autochtones.

⁴ Greenpeace Canada. *A precautionary approach to climate risk in financial policy and supervision: Greenpeace Canada submission to the Office of the Superintendent of Financial Institutions consultation on promoting preparedness and resilience to climate-related risks* (avril 2021). Disponible au <https://www.greenpeace.org/static/planet4-canada-stateless/2021/07/66675875-gpca-submission-to-osfi-april-2021.pdf> (anglais seulement)

Il ne s'agit pas d'une relation purement économique. Le pétrole et le gaz sont, pour reprendre les termes de Victor Dodig, PDG de CIBC, « l'entreprise familiale » du Canada⁵. Le lobby pétrolier et ceux qui le soutiennent possèdent une énorme influence politique et ont utilisé ce dernier afin d'empêcher ou de retarder toute action visant à résoudre la crise climatique. Cet attachement politique, culturel et économique lié à l'extraction du pétrole et du gaz est profondément ancré et contribue probablement à un certain aveuglement du secteur financier canadien devant les risques posés par le financement des combustibles fossiles, détaillé dans ce rapport.

Résumé du rapport

Cette recherche vise à identifier et à quantifier les flux financiers (prêts, services de souscription et placements en actions) de six banques canadiennes vers le secteur des combustibles fossiles depuis la signature de l'Accord de Paris sur le climat en décembre 2015. Elle évalue également l'impact financier sur les six banques de leur exposition aux combustibles fossiles dans un scénario où le monde réussirait à limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, avec pour conséquence une perte de valeur des actifs liés aux combustibles fossiles.

- **Flux financiers**

Les banques canadiennes ont fourni au moins 694 milliards de dollars canadiens aux entreprises du secteur des combustibles fossiles depuis la signature de l'Accord de Paris en décembre 2015.

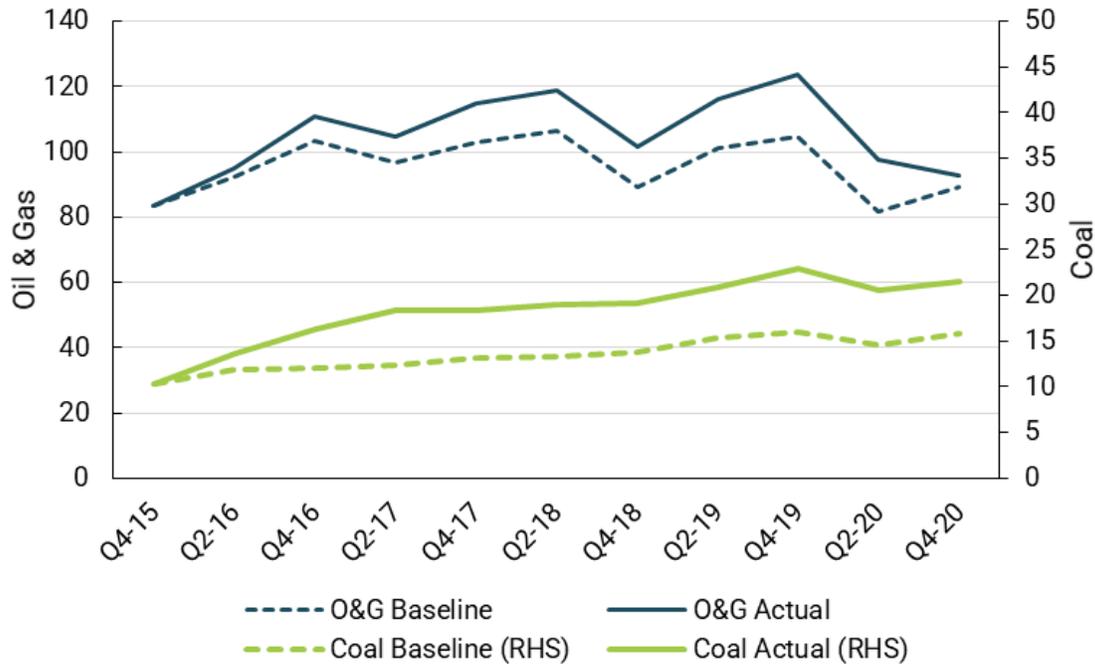
Les flux financiers en provenance des banques canadiennes vers le secteur des combustibles fossiles ont même connu une hausse de 20 % d'une année à l'autre en 2017, et ce, grâce à l'augmentation des prêts au secteur pétrolier et gazier. Cependant, après trois années de flux réguliers, le crédit accordé aux entreprises de combustibles fossiles a chuté de 30 % en 2020 en raison de la demande et de l'impact de la COVID-19 sur les prix du secteur.

Parmi les banques canadiennes ayant participé à cette étude, la Banque Royale du Canada (RBC), la Banque de Nouvelle-Écosse (Banque Scotia) et la Banque Toronto Dominion (TD) ont été les trois principaux bailleurs de fonds du secteur des combustibles fossiles, fournissant respectivement 164, 157 et 144 milliards de dollars canadiens aux entreprises du secteur du charbon, du pétrole et du gaz.

Selon les déclarations les plus récentes, soit celles du 31 décembre 2020, les divisions d'investissement des banques canadiennes sélectionnées détenaient 114 milliards de dollars canadiens en actions et 11,4 milliards de dollars canadiens en obligations dans des entreprises de combustibles fossiles. Les données agrégées de toutes les banques sélectionnées démontrent qu'elles continuent d'augmenter leurs investissements dans les combustibles fossiles et que les investissements dans les entreprises charbonnières augmentent à un rythme encore plus élevé que l'ensemble des combustibles fossiles (voir la figure 4, où la ligne de base indique ce qui arriverait à la valeur totale des actions détenues par les banques si aucune nouvelle action n'était achetée ou vendue).

⁵ Presse canadienne (1^{er} novembre 2019). *Energy is Canada's 'family business,' benefiting all Canadians, says CIBC CEO*. Disponible au : <https://www.ctvnews.ca/business/energy-is-canada-s-family-business-benefiting-all-canadians-says-cibc-ceo-1.4666724> (anglais seulement)

4. **Analyse dynamique des participations canadiennes dans les combustibles fossiles par rapport à la base de référence du 31 décembre 2015 (en milliards de dollars canadiens)**



Source : Refinitiv (février 2021), participations : du 31 décembre 2015 au 31 décembre 2020

● **Impact financier**

Cette étude évalue l'exposition des institutions financières canadiennes à l'industrie des combustibles fossiles, et plus particulièrement au secteur pétrolier et gazier, par le biais des prêts qu'elles accordent et les investissements qu'elles réalisent.

La Conférence de Paris sur les changements climatiques de 2015 (Conférence des Parties ou COP 21) a convenu de limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels. Les contributions déterminées au niveau national (CDN) représentent les engagements pris par les différents pays pour réduire les émissions nationales, ce qui a également un impact sur les industries concernées. Le secteur des combustibles fossiles sera affecté de deux façons. Premièrement, l'industrie des combustibles fossiles devra réduire ses émissions dans ses opérations (émissions de type 1 et 2) et dans ses chaînes d'approvisionnement (émissions de type 3). Deuxièmement, elle sera confrontée à une baisse de la demande de pétrole, de gaz et de charbon et à de potentielles réglementations en lien à l'offre, telles qu'un moratoire sur le forage arctique, l'interdiction de la fracturation hydraulique ou d'autres restrictions concernant le développement de nouveaux projets de combustibles fossiles.

Ces impacts créent un risque d'actifs échoués, et ce, car les réserves de charbon, de pétrole ou de gaz définies comme des actifs d'entreprise ne peuvent pas être développées et vendues. Si la valeur de ces actifs échoués diminue, les entreprises de combustibles fossiles pourraient ne pas être en mesure de rembourser leurs dettes. Ainsi, la stabilité du système financier de certains pays pourrait être affectée par les réglementations visant à atteindre un scénario de 1,5°C et par les conséquences de ce scénario sur le marché. Il convient de noter que, bien que ce ne soit pas l'objet de cette recherche, la stabilité du système financier est également menacée par les impacts physiques plus importants associés à des niveaux de réchauffement climatique plus élevés.

L'analyse financière des institutions financières canadiennes sélectionnées dans le cadre de cette recherche prédit une solide stabilité financière dans un scénario de maintien du statu quo (c.-à-d. sans l'impact sur les entreprises de combustibles fossiles des politiques conçues pour atteindre un scénario de 1,5°C), et ce, bien que cela ne tienne pas compte des coûts beaucoup plus importants pour l'économie plus large de l'incapacité à limiter les émissions de gaz à effet de serre (p. ex. conditions météorologiques plus extrêmes, montée des eaux, etc.) Les ratios actuels de fonds propres et de capital des banques, y compris le ratio de capital-actions ordinaire de première catégorie qui mesure la solvabilité de la banque, se situent bien au-dessus des niveaux exigés par le Bureau du surintendant des institutions financières, ce qui implique une capitalisation et une solvabilité relativement sûres.

Cette analyse a consulté différentes sources afin d'évaluer l'exposition des institutions financières canadiennes à l'industrie des combustibles fossiles, à savoir les rapports publiés par les banques et les recherches financières effectuées en interne à l'aide des bases de données Refinitiv et IJGlobal. La majeure partie de l'exposition est liée à l'octroi de prêts, puisqu'ils représentent en moyenne environ la moitié du total des actifs des bilans.

Les prêts accordés au secteur pétrolier et gazier, et plus largement à l'industrie des combustibles fossiles, sont importants et représentent une proportion élevée du capital-actions ordinaire de première catégorie. En moyenne, les prêts et acceptations au secteur des combustibles fossiles, tels que publiés par les banques, représentent 40 % du capital-actions ordinaire de première catégorie des banques. Les prêts impayés au secteur des combustibles fossiles, tels que calculés dans la recherche de financement, représentent 44 % du capital-actions ordinaire de première catégorie en moyenne.

Dans un scénario à 1,5°C, les entreprises de combustibles fossiles perdent une part importante de leur valeur. La majorité de ces pertes seraient plutôt absorbées par leurs actionnaires, et non pas par les banques. Si les banques continuent à financer les combustibles fossiles pendant de nombreuses années, la modélisation appliquée montre que les entreprises de combustibles fossiles pourraient être incapables de rembourser 23 % de leurs prêts aux banques canadiennes.

Les institutions financières canadiennes maintiennent un ratio de capital réglementaire bien supérieur au niveau requis par la réglementation, de sorte que même cette perte de valeur de 23 % des prêts aux combustibles fossiles dans un scénario de 1,5 °C ne les mettrait pas en danger. Sur la base de la propre catégorisation des prêts pétroliers et gaziers des banques, le ratio de capital-actions ordinaire de première catégorie de 13,8 % dans le cas de base baisserait à 13,2 %. Selon la méthodologie des prêts identifiée par Profundo, le test de résistance d'une baisse de 23 % de la valeur des prêts de l'industrie des combustibles fossiles conduit à un ratio de capital-actions ordinaire de première catégorie de 12,5 %,

contre une moyenne de 13,8 % rapportée à la dernière date de rapport. Parmi les six institutions financières, BMO, la Banque Scotia et CIBC sont les plus touchées dans un scénario de 1,5°C, et ce, car leur ratio de capital-actions ordinaire de première catégorie est le plus affecté.

Le rapport est organisé comme suit : le chapitre 1 présente les résultats de la recherche sur les flux financiers; les évaluations de l'impact financier sont présentées au chapitre 2; et le chapitre 3 évalue les impacts de divers scénarios d'exposition continue aux combustibles fossiles par les institutions financières canadiennes sur leurs bilans.

Pour lire le rapport complet (en anglais seulement), veuillez vous diriger au:

<https://www.greenpeace.org/static/planet4-canada-stateless/2021/08/a0d71ee1-canadian-banks-fossil-fuel-financing-greenpeace-canada-july-2021.pdf>